

## **Maroc - La Banque Mondiale conteste les chiffres officiels du taux de chômage**

Le Haut-commissariat marocain au plan estime à plus de 1,049.000 personnes au chômage actuellement dans le pays, soit un taux de 9%, au moment où la Banque mondiale (BM) l'estime dans son dernier rapport à 30%.

La vice-présidente de la Banque Mondiale (BM) pour la région Moyen Orient-Afrique du nord (MENA), Inger Andersen, a notamment déclaré, au terme de sa visite, septembre dernier, au Royaume chérifien, que "le taux de chômage des jeunes, qui a atteint 30% est un problème à prendre au sérieux".

Aussi, le rapport de la BM, publié en juin, indique que ce taux chez les jeunes entre 15-25 ans et représentant 44% de la population en âge de travailler au Royaume marocain, classe le marché du travail au Maroc, parmi ceux "qui ont du mal à redresser la barre".

Il s'agit d'un constat émanant d'une institution internationale de renom qui renseigne amplement sur la portée des difficultés auxquelles fait face le Maroc en vue de réduire la barre du chômage, notamment celle touchant les diplômés-chômeurs.

Outre l'institution de Bretton Woods, la jeunesse marocaine a également contesté, lors de ses manifestations sporadiques, les données officielles du gouvernement marocain sur le chômage dans le pays qui étaient, en plus de la cherté de la vie, au cœur du slogan scandé lors de la manifestation organisée début octobre à Rabat.

### **Les choix économiques en cause...**

De nombreux observateurs et experts des questions économiques incombent la responsabilité de cette situation, en premier lieu, à "la nature même des choix économiques" des autorités marocaines et la "forte" intégration de l'économie marocaine dans le système économique mondial qui, secoué depuis 2008 par la crise, n'a pas épargné la vie économique au Maroc.

La réduction des aides financières pour le Maroc de la part des pays occidentaux, conséquemment à cette crise, s'est directement traduite par une diminution du budget au Royaume chérifien.

Au cours de la séance d'adoption par la Chambre des représentants de la première partie du projet de la loi de finance (PLF), les 16 et 17 novembre derniers, ceux qui s'y étaient opposés avaient qualifié le dit projet de "frustrant, décevant et austère", avait souligné la presse marocaine, notamment l'agence de presse officielle, MAP.

Les derniers chiffres publiés font, en effet, état de la réduction des importations des produits bruts à hauteur de (-19,2%), des produits alimentaires (-12,2%) et enfin des produits finis de consommation (-4,8%).

Le ministre de l'Economie et des Finances, Mohamed Boussaïd, avait expliqué devant la Chambre des représentants lors de l'adoption du PLF, qu'"il ne s'agit pas d'une loi purement comptable", mais d'"un texte qui apporte une réponse aux défis posés" au Maroc.

L'austérité dans les dépenses du Royaume chérifien augure des lendemains plus difficiles pour de larges couches de la société marocaine, notamment les plus vulnérables d'entre elles. Nombreuses, en effet, sont les familles qui voient leurs enfants quitter les bancs d'écoles pour être projetés, souvent avant l'âge légal (15ans), dans le monde du travail pour venir à leur rescousse.

### **Plusieurs indicateurs au rouge**

Le secteur de l'industrie, appelé à absorber le chômage au Maroc, est lui aussi face à de sérieuses difficultés, avait averti la Présidente de la confédération des entreprises du Maroc (COGEM), Bensalah Chargoum.

"Le défi du Maroc est un défi de création de valeur ajoutée et d'emplois durables", avait-elle déclaré, dans un communiqué publié le 13 novembre dernier, soulignant, dans ce contexte, que "depuis

2009, l'industrie marocaine perdait 25.000 emplois chaque année". Elle avait également précisé que l'activité industrielle au Maroc "contribue aujourd'hui à moins de 15% du PIB alors que sa part était de 17% en 2005".

S'agissant, en outre, du budget de l'investissement, celui-ci a également enregistré une baisse "notoire" avait fait savoir, la semaine passée, le ministre marocain du secteur, Ahmed Taoufiq, reconnaissant, dans le même sillage, des "perturbations" pour bon nombre de projets et de plans lancés au Royaume chérifien.

A propos du secteur de l'éducation, la BM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) ont publié simultanément, en septembre dernier, des rapports mettant en exergue plusieurs constats, dont celui qui estime que l'éducation dans le monde rural "est sérieusement à la traîne", en particulier quand il s'agit des filles.

Selon l'Unicef, seulement 57,8% des filles sont inscrites dans les collèges et moins de 20% aux lycées dans les campagnes. Les deux institutions internationales ont, en outre, négativement évalué "la qualité" de l'enseignement dans le Royaume.

Le rapport de l'Unicef a ainsi affirmé que seulement "32% des élèves, en 4ème année du primaire, maîtrisent les acquis de base".

Sur la même question, la BM a relevé, à propos de l'enseignement des mathématiques et des sciences, que "74% des élèves de 4ème année n'atteignent même pas le premier des quatre niveaux de référence en mathématiques et aucun ne parvient au niveau supérieur".

APS